

- Les actions canadiennes et mondiales ont été revigorées par une hausse des marchés en juillet en raison d'une attitude favorable au risque, car le dollar américain a connu sa plus forte baisse sur un mois par rapport à un panier des principales devises depuis septembre 2010.
- Aux États-Unis, les négociations sur les nouvelles conditions de la relance budgétaire se sont poursuivies au-delà de la fin juillet, malgré l'expiration, fin juillet, de l'amélioration des prestations d'assurance chômage et de la protection contre les évictions soutenue par le gouvernement fédéral.
- Nous croyons que les préoccupations continueront de provoquer de la volatilité dans les marchés financiers. De telles périodes d'instabilité sont attendues dans tout plan d'investissement à long terme ; à ce titre, chez SEI, nous sommes prêts comme toujours à affronter la vague actuelle d'incertitudes profondes.

Contexte économique

Les actions mondiales ont poursuivi leur forte progression en juillet, le cours au comptant du dollar américain ayant chuté de plus de 4 % par rapport à un panier des principales devises au cours de la période, marquant ainsi sa plus forte baisse sur un mois depuis septembre 2010.

Les actions des marchés émergents, avec en tête celles de la Chine et de l'Amérique latine, ont largement dépassé celles des marchés développés en juillet, tandis que les actions américaines ont enregistré de meilleurs résultats que les autres grands marchés développés. Le prix à terme de l'or a atteint un sommet historique en dollars américains au cours du mois, terminant avec un gain de plus de 10 %. Entre-temps, le prix à terme du pétrole West Texas Intermediate a augmenté de 1,00 \$ US en juillet, pour terminer la période à 40,27 \$ US. L'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, dirigée par l'Arabie saoudite – plus la Russie) a annoncé des plans à la mi-juillet pour commencer à assouplir les réductions de la production pétrolière qui avaient été instituées plus tôt en 2020 pour contrer la chute des prix du pétrole.

Les taux des obligations d'État ont généralement baissé pour toutes les échéances aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro en juillet. Les taux des obligations d'État des États-Unis et de la zone euro ont le plus reculé pour les échéances les plus longues. Au Royaume-Uni, les taux des gilts ont le plus baissé dans le secteur de moyen à long terme de la courbe de rendements.

Fin juillet, l'administration du président Donald Trump négociait toujours de nouvelles conditions de relance budgétaire avec la Chambre des représentants, malgré l'expiration, fin juillet, de l'amélioration des prestations d'assurance chômage et de la protection contre les évictions soutenue par le gouvernement fédéral. Au cours du mois, le gouvernement américain a conclu des ententes avec plusieurs sociétés pharmaceutiques (une américaine, trois européennes) pour la fourniture de plus de 200 millions de doses combinées de leurs vaccins en attente contre plus de quatre milliards de dollars.

L'accord Canada-États-Unis-Mexique-Canada (ACEUM) est entré en vigueur le 1^{er} juillet, remplaçant officiellement l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), tandis que la fermeture de la frontière États-Unis-Canada a été prolongée (à quelques exceptions près) jusqu'au 21 août.

Le vaste programme de soutien de l'emploi du Royaume-Uni, le Job Retention Scheme, devrait commencer à ralentir à la fin de juillet. À partir du mois d'août, les entreprises doivent commencer à payer les cotisations d'assurance nationale et de retraite pour les employés mis à pied de façon temporaire. Les entreprises doivent également verser 10 % de leurs salaires à partir de septembre, puis 20 % en octobre. La hausse de la répartition des charges augmente la possibilité que les employeurs licencient définitivement des travailleurs.

En juillet, le Trésor britannique a annoncé une série de programmes visant à soutenir la restauration et le tourisme. Les restaurants et les pubs, qui ont ouvert leurs portes en juillet pour la première fois depuis des mois, devraient bénéficier d'une réduction des taxes sur les ventes de nourriture et de boissons non alcoolisées (de 20 % à 5 %). La réduction des taxes s'applique aussi aux attractions touristiques et à l'hébergement de voyage. De plus, une réduction de 50 % sur les

repas (jusqu'à 10 livres sterling par repas) devrait commencer en août. Le Trésor public a également dévoilé un programme de stages pour les jeunes adultes; il a également suspendu les taxes sur certains achats de maison.

L'Union européenne a conclu un accord historique pour aider à financer la reprise économique après les mesures de confinement entraînées par la COVID-19. L'accord, d'un coût de 1 800 milliards d'euros, prévoit un plan de relance de 750 milliards d'euros (dont plus de la moitié sous forme de subventions et le reste sous forme de prêts), ainsi que le financement des budgets de l'Union européenne jusqu'en 2027. Dans un premier temps, les membres de l'UE ont convenu de financer partiellement l'accord en émettant une dette commune à l'Union européenne, renforçant ainsi l'union fiscale entre les pays membres.

Les tensions entre les États-Unis et la Chine se sont intensifiées tout au long du mois de juillet. Rompant avec la politique américaine antérieure, selon laquelle les différends maritimes devaient être résolus pacifiquement par un arbitrage soutenu par l'ONU, l'administration Trump a formellement dénoncé les revendications territoriales de la Chine dans la mer de Chine méridionale comme illégitimes. Les États-Unis ont également imposé des sanctions en réponse aux violations des droits de l'homme contre les Ouïgours musulmans et les Kazakhs ethniques dans la région du Xinjiang ; la Chine a adopté des sanctions en représailles contre les sénateurs américains qui ont critiqué ces abus. Les États-Unis ont donné 72 heures à la Chine fin juillet pour fermer son consulat à Houston, au Texas, en prétendant que des diplomates chinois avaient aidé à voler la recherche médicale américaine sur la COVID-19 ; la Chine a tenu sa promesse de riposter en fermant le consulat américain à Chengdu.

Le Royaume-Uni a suspendu son traité d'extradition avec Hong Kong au début du mois de juillet pour protester contre la nouvelle loi chinoise sur la sécurité de Hong Kong. Il a également interdit l'utilisation de technologies appartenant à la société de télécommunications chinoise Huawei pour le réseau sans fil à haut débit britannique. Fin juillet, Hong Kong a reporté à l'année prochaine les élections législatives du territoire, en invoquant une recrudescence des cas de COVID-19, ce qui a suscité les protestations des groupes démocratiques.

Selon le Wall Street Journal, au moins 68 pays et territoires ont reporté des élections entre le 21 février et le 26 juillet, en invoquant également les préoccupations liées au confinement entraînée par la COVID-19. Au moins 49 pays et territoires se sont engagés à tenir des élections comme prévu. Les élections générales aux États-Unis vont presque certainement avoir lieu début novembre, comme le prévoit la loi fédérale. Tout retard nécessiterait l'approbation des deux chambres du Congrès, et l'une d'entre elles a confirmé publiquement qu'elle rejeterait tout report.

Banques centrales

- La Banque du Canada a conservé son taux directeur à un niveau historiquement faible de 0,25 % après sa réunion du 15 juillet. La Banque du Canada a également annoncé son intention de conserver ce faible niveau de taux et son programme d'assouplissement quantitatif jusqu'à ce que les objectifs d'inflation soient atteints.
- Le Federal Open Market Committee n'a apporté aucun changement à sa politique monétaire après sa réunion de la fin de juillet, mais a réitéré son engagement à utiliser toute sa gamme de programmes pour aider à soutenir les défis économiques actuels. En juillet, le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale a annoncé la prolongation des facilités temporaires d'échange de liquidités en dollars américains et des accords de rachat avec d'autres banques centrales jusqu'en mars 2021.
- Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre n'a pas tenu de rencontre en juillet. Après sa réunion de la mi-juin, la banque centrale a annoncé qu'elle augmenterait son stock d'achats d'actifs (après une augmentation initiale de 200 milliards de livres annoncée en mars) de 100 milliards de livres supplémentaires pour atteindre 745 milliards de livres.
- La Banque centrale européenne a maintenu ses taux d'intérêt de référence fermes après une réunion de politique monétaire à la mi-juillet, et a souligné la demande pour ses programmes d'achats d'actifs et de prêts ainsi que leur utilité.
- La Banque du Japon n'a apporté aucun changement après sa réunion de politique monétaire de la mi-juillet. Elle a conservé son taux à court terme et son taux cible pour l'obligation d'État japonaise à 10 ans.

Données économiques

- Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a augmenté de 1,0 % en juin. Même si les prix sur douze mois ont enregistré une hausse de 0,7 %, ils ont augmenté de 1,1 % par rapport à la fin de l'année terminée en mai, qui étaient en baisse de 0,4 %. Il s'agit de la variation positive des prix annuels la plus importante en plus de neuf ans en raison de la réouverture de beaucoup de sociétés après les fermetures entraînées par la COVID-19. Les prix à la production ont également été plus élevés; l'indice des prix des produits industriels (IPPI) a enregistré une légère augmentation de 0,4 % en juin, tandis que l'indice des prix des matières brutes (IPMB) a augmenté de 7,5 % en raison des prix plus élevés pour les produits de l'énergie et du pétrole. Au cours des 12 derniers mois, les prix aux producteurs sont restés faibles; l'IPPI a reculé de 3,1 %, alors que l'IPMB a chuté de 13,5 %. Malgré la reprise récente, la baisse marquée des prix de l'énergie et du pétrole a joué un rôle disproportionné dans les mauvais rapports sur l'inflation sur douze mois. Le taux de chômage a reculé de 1,4 % pour atteindre 10,9 %, 419 000 personnes ayant trouvé un emploi en juin. Malgré les fortes hausses de la période de mai à juillet, l'emploi est resté en février inférieur d'environ 7,0 % aux niveaux d'avant la COVID-19.
- L'activité manufacturière aux États-Unis s'est accrue à un rythme modeste en juillet; les nouvelles commandes ont accéléré, tandis que le chômage a continué de se contracter. Selon un rapport préliminaire, l'activité du secteur des services a essentiellement maintenu son rythme au cours du mois après avoir baissé en juin. Les nouvelles demandes de prestations de chômage aux États-Unis ont atteint leur niveau le plus faible vers le milieu de juillet, soit 1,3 million par semaine, avant d'augmenter jusqu'à la fin du mois. L'économie américaine s'est contractée à un taux annualisé de 32,9 % au deuxième trimestre, sa plus forte baisse enregistrée depuis 1947.
- Selon un rapport publié au début de juillet, le secteur des services au Royaume-Uni a renoué avec une croissance solide, tandis que le secteur manufacturier a poursuivi sa reprise à un rythme faible et stable. Les approbations de prêts hypothécaires ont de nouveau connu une augmentation pour atteindre environ 40 010 en juin, après avoir atteint un plancher d'environ 9 270 en mai; les prêts associés ont grimpé d'environ 290 millions de livres pour atteindre environ 1,22 milliard de livres au cours de la même période. Les informations les plus récentes sur le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni montrent une contraction de 19,1 % de mars à mai 2020.
- Selon un rapport préliminaire, la reprise du secteur manufacturier dans la zone euro est restée modeste en juillet, tandis que l'activité dans les services s'est accélérée. Dans l'ensemble de la zone euro, le taux de chômage a augmenté de 7,8 % en juin, contre 7,7 % en mai. Les premières données du PIB au deuxième trimestre pour la zone euro ont indiqué une contraction de 12,1 %, soit la plus forte baisse trimestrielle jamais enregistrée. L'économie allemande s'est contractée de 10 % au deuxième trimestre, tandis que l'Italie, la France et l'Espagne se sont contractées respectivement de 12,4 %, 13,8 % et 18,5 %. La baisse de 5,1 % enregistrée par la Lituanie au deuxième trimestre est la plus faible de la zone euro.

Répercussions sur les marchés (en dollars canadiens)

La reprise des marchés boursiers s'est poursuivie, avec une certaine rotation des titres en tête. Les actions du secteur des matières, qui comprennent les celles des mines d'or, ont été les plus performantes au niveau national, mais les petites entreprises ont aussi enregistré de bons résultats. Même si la technologie de l'information a poursuivi sa forte progression, les secteurs traditionnellement plus défensifs des biens de consommation et des services publics ont surperformé. Les services financiers, l'énergie et les soins de santé ont tiré de l'arrière par rapport à l'ensemble du marché, mais ont tout de même enregistré des gains modestes. La performance des marchés émergents a été solide, tandis que celle des marchés développés ont été plus mitigés – les actions américaines ont augmenté, mais les actions japonaises ont chuté.

Les marchés des titres à revenu fixe ont aussi été positifs, avec en tête les segments plus risqués. Les obligations à rendement élevé américaines ont bénéficié des mesures continues de la Fed et de la stabilisation des prix du pétrole bruts. Les obligations à rendement réel, les obligations de sociétés les obligations hypothécaires ont été en tête des marchés nationaux,

Données indicielles (juillet 2019)

- L'indice composé S&P/TSX a augmenté de 4,48 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de 1,27 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a connu une hausse de 3,89 %.

- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a gagné 3,55 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 4,66 % (couvert contre le risque de change) et 3,02 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a reculé, passant de 30,43 à 24,76 à la fin du mois, un niveau toujours élevé.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont légèrement augmenté, passant de 39,27 \$ US le dernier jour de juin à 40,27 \$ US le 31 juillet.
- Le huard s'est raffermi contre le dollar américain; il a terminé le mois à 1,34 \$ CA par \$ US. Le dollar américain s'est aussi affaibli contre les autres principales devises. Il a terminé le mois à 1,31 \$US contre la livre sterling, à 1,18 \$ US contre l'euro et à 105,73 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières peuvent être incomplètes ou changer sans préavis.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques particuliers. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels d'un Fonds SEI. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.